



© Wikimedia Commons/CC BY-SA 4.0/Trougnouf

Belgique : Stop au nucléaire, place aux EnR

Alors que la Belgique s'apprête à arrêter ses réacteurs nucléaires, les débats autour de la filière de l'atome continuent d'alimenter les discussions entre les différents partis politiques. Faut-il prolonger 2 des 7 réacteurs du parc ? La neutralité carbone est-elle vraiment atteignable sans nucléaire ? Le "nouveau nucléaire" représente-t-il une option tangible ? Quelle place est laissée aux énergies renouvelables ? Réponses avec Samuel Cogolati, député du parti écolo belge.

"L'histoire d'amour" commencée dans les années 70 touche à sa fin. En 2025, en vertu d'une loi votée en 2003 et après plusieurs reports, la Belgique va enfin fermer ses centrales nucléaires. Ou tout du moins 5 de ses 7 réacteurs. Car les 2 plus récents, bien que ne représentant même pas 3 % de l'enjeu énergétique global, alimentent ardemment les débats. Fermer ? Prolonger ? Pour Samuel Cogolati, député écolo belge, la question ne se pose pas : *"Même l'exploitant nucléaire – l'opérateur des centrales de Doel et Tihange – veut fermer ces centrales et reconnaît qu'il est trop tard pour les prolonger. Plus on s'approche de la date d'arrêt, plus la prolongation reste invraisemblable. Ceux qui s'obstinent dans le nucléaire, s'accrochent au mythe du monde de croissance infinie, avec un nucléaire qui pourrait produire sans devoir faire attention, sans avoir besoin de recourir à la sobriété énergétique."* Les amoureux de l'atome, filant à toute allure dans l'impasse, brandissent la carte de la neutralité carbone pour justifier la prolongation de ces 2 réacteurs, et la relance de l'industrie nucléaire en Belgique.

Sans nucléaire, une neutralité carbone impossible ?

que nous voulons remplacer le nucléaire par du gaz, et que donc la sortie du nucléaire va faire exploser nos émissions de gaz à effet de serre". Un argument tout trouvé depuis que

"C'est souvent un argument qui est utilisé contre nous, soupire Samuel Cogolati. Certaines voix peu sympathiques prétendent

la Belgique a annoncé le recours à 2 nouvelles centrales au gaz pour combler la fermeture de ses centrales. *"Un recours transitoire, insiste le député écolo, le but n'est pas de les faire fonctionner 100 % du temps comme on le fait avec les centrales nucléaires"*. Ces centrales au gaz, *"beaucoup plus efficaces que les anciennes et bien moins pires que les centrales au charbon qu'on peut trouver en France"*, pourront fonctionner grâce à des sources vertes et ne seront utilisées que pour répondre aux problèmes d'intermittence et de flexibilité des énergies renouvelables. Samuel Cogolati précise : *"Le but n'est pas de remplacer le nucléaire par du gaz, mais bien de remplacer le nucléaire et le gaz par des EnR."* Les calculs le prouvent : les 7 réacteurs nucléaires actuels disposent d'une production de 6 GW, tandis que les nouvelles unités de gaz produiront 1,6 GW. Les énergies renouvelables viendront donc combler les 4,4GW restants, puis les remplaceront progressivement pour produire 100 % d'électricité renouvelable et décarbonée en 2050. Aux petits malins qui assurent que si la Belgique maintenait ouverte ses 2 dernières centrales, il n'y aurait pas besoin d'avoir recours au gaz, Samuel Cogolati répond : *"C'est faux. Même si on prolonge 2 réacteurs sur les 7, c'est 4 à 5 GW en moins d'électro-nucléaire sur le réseau, donc même dans ce cas-là il faudrait construire une nouvelle centrale au gaz. Ce scénario de prolongation impliquerait des mises aux normes des centrales, ce qui voudrait dire investir 1,6 Milliard dans 2 unités qui sont vouées à disparaître d'ici 10 à 20 ans, et il*

faudrait quand même investir dans de nouvelles centrales au gaz. Le tout irait bloquer le développement du renouvelable dont on a tant besoin. Donc en fait ça serait le pire des mix : le plus coûteux, le plus dangereux, et le plus sale pour l'environnement."

Malgré leur plan pour tripler le parc éolien offshore, baisser de 55 % les gaz à effet de serre d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, les écolos belges reconnaissent avoir pris énormément de retard et ne pas pouvoir atteindre le 100 % renouvelable en 2026. Parmi les raisons de ce retard, l'effet "bouchon" qu'exerce le nucléaire sur les investissements dans les énergies propres et bon marché comme l'éolien et le solaire. Pendant ce temps, à droite, les propositions de lois pour investir dans les SMR et le "nouveau nucléaire" vont bon train.

Le mythe du "nouveau nucléaire"

"Sans blocage idéologique", Samuel Cogolati admet : "Si on me propose une solution nucléaire qui ne produise pas de déchets radioactifs, qui soit aussi bon marché que les énergies renouvelables, qui ne présente pas de danger pour la population, franchement moi je n'ai aucun souci, allons-y !" avant d'ajouter : "Mais on se rend compte à l'autopsie que c'est plus un mythe qu'autre chose." Et pour cause : il faudrait des dizaines voire des centaines de SMR pour remplacer les 7 réacteurs actuels sur le territoire belge, et rien ne prouve qu'ils sont plus sûrs que les EPR (les 2 seuls SMR en fonctionnement dans le monde sont situés sur une barque flottante surnommée le "Titanic nucléaire"...). D'ailleurs, les EPR ne remportent pas non plus les faveurs des écolos : "L'exemple de la France montre que c'est un véritable fiasco industriel."

À Flamanville, l'EPR aurait dû être mis en route en 2012, et c'est encore loin d'être fini. La Cour des comptes tire la sonnette d'alarme parce que le budget explose complètement."

Pour Samuel Cogolati, il est temps d'arrêter les débats stériles autour du nucléaire et de se concentrer sur les énergies renouvelables : "C'est une question assez simple : il faut décider où on met nos ressources. Est-ce qu'on investit dans une cause perdue, qui représenterait à la fois une perte d'argent mais aussi une perte de temps, ou est-ce qu'on se tourne vers l'avenir et le renouvelable ? Aujourd'hui le véritable enjeu c'est de prévoir les alternatives et de débloquent les investissements dans le renouvelable, parce que là on est vraiment à la traîne." Malheureusement, la route semble encore longue. Interrogé sur l'accueil fait à la sortie du nucléaire par la population belge, le député répond : "Beaucoup s'imaginent qu'on va dépendre pour la moitié d'importations de l'étranger, que les prix vont exploser, qu'on va remplacer le nucléaire par le charbon, que ça va être un bain de sang social parce que les travailleurs vont être mis à l'arrêt.... Plus on s'approche de l'échéance, plus il y a de craintes de la population belge." Craintes auxquelles le gouvernement devra répondre d'ici 2025.

■ **Louiselle Debiez**

Propos recueillis le 11 février 2022, avant l'invasion russe en Ukraine

Centrale nucléaire de Doel

